

## **Perception des élites congolaises de la région Est sur l'applicabilité du modèle de croissance économique rapide en RDC**

### **Perception of Congolese elites in the Eastern region on the applicability of the rapid economic growth model in the DRC**

**MOKILI LILALA Bienvenu**

Professeur Associé

Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi,  
RD Congo

Intelligence économique et stratégie d'investissement agroalimentaire

**BONDEKWE KAMULETE Florent**

Doctorant

Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi,  
RD Congo

Aménagement forestier durable

**YENGA MUSSA Trésor**

Assistant Chercheur

Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi,  
RD Congo

Intelligence économique et stratégie d'investissement agroalimentaire

**WAKALEWAE BAUSU Willy**

Assistant Chercheur

Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Yangambi  
RD Congo

Intelligence économique et stratégie d'investissement agroalimentaire

**OTONO SINGA Hortense**

Chercheuse Indépendante

Développement durable

**Date de soumission** : 27/10/2024

**Date d'acceptation** : 08/12/2024

Pour citer cet article :

MOKILI LILALA. B. & AL (2024) « Perception des élites congolaises de la région Est sur l'applicabilité du modèle de croissance économique rapide en RDC », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 12 » pp : 226- 250.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



## Résumé

La démarche entreprise dans cette recherche était plus qualitative que quantitative. Elle avait pour objectif d'analyser la perception des élites congolaises sur l'applicabilité de modèle croissance économique rapide et d'analyser l'influence des partis politiques sur la perception des élites congolaises.

A l'issue des analyses, nous sommes arrivés aux résultats selon lesquels les élites congolaises ont des perceptions négatives sur l'applicabilité de modèle de croissance économique rapide par le gouvernement congolais : 99,0% pour l'investissement dans la santé et l'éducation, 92,4% pour la gouvernance et des institutions, 68,6% pour la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le Gouvernement, 71,0% pour l'environnement des investissements privés et 80,0% pour la répartition géographique des activités économiques.

L'indice de perception des élites congolaises de l'applicabilité des facteurs de croissance économique est plutôt faible ( $0,47 \pm 0,09$ ) avec un impact négatif important sur le développement économique.

Le fait que d'être membre ou pas d'un parti politique au pouvoir ou de l'opposition n'influence pas significativement sur la perception des élites sur les facteurs de croissance et le développement économique de la RDC.

**Mots clés** : Perception ; indice ; élites ; applicabilité ; croissance.

## Abstract

The approach taken in this research was more qualitative than quantitative. Its aim was to analyze the perceptions of Congolese elites on the applicability of the rapid economic growth model, and to analyze the influence of political parties on the perceptions of Congolese elites.

At the end of the analyses, we arrived at the following results Congolese elites have negative opinions on the applicability of the rapid economic growth model by the Congolese government: 99.0% for investment in health and education, 92.4% for governance and institutions, 68.6% for government control of macroeconomic stability, 71.0% for the private investment environment and 80.0% for the geographical distribution of economic activities.

The index of Congolese elites' perception of the applicability of economic growth factors is rather low ( $0.47 \pm 0.09$ ), with a significant negative impact on economic development.

**Keywords** : Perception ; index ; elites ; applicability ; growth.

## INTRODUCTION

La pauvreté en RDC se présente sur plusieurs facettes dont : la faiblesse du revenu, la non satisfaction des besoins alimentaires, la difficulté d'accès aux soins de santé, à la scolarisation, au logement décent, à l'eau potable, etc. L'incidence de la pauvreté est estimée à 70% et la profondeur de la pauvreté est estimée à 32,2%. Une disparité entre milieu rural où environ huit ménages sur dix sont pauvres et milieu urbain où moins de sept ménages sur dix sont pauvres. Le PIB par habitant se chiffre à 622 USD (en parité des pouvoirs d'achat) pour un congolais, soit 7 fois moins que la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Le taux de chômage est de 73 %. En moyenne à 82,0% des enfants fréquentant les établissements scolaires dont 83,4% de garçons contre 80,6% de filles. Moins de 58 % des ménages ont accès à l'eau potable, dont 40% en milieu rural ; près de 66 % de la population congolaise vivent dans une insécurité alimentaire modérée à sévère et 43,7 % sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère (Banque Centrale du Congo, 2022). Le taux d'accès aux soins de santé oscille entre 40 et 50%. 20,5% des ménages congolais utilisent des installations sanitaires améliorées, avec des niveaux respectivement de 24,3% en milieu urbain et de 18,5% en milieu rural. L'Indice du Développement Humain est de 0,480 en 2020, ce qui classe le pays au 175<sup>ème</sup> rang mondial sur 189 (PNUD, 2020).

Au cours des deux dernières décennies, l'économie de la RDC a connu une croissance économique remarquable, associée à un retour significatif à la stabilité macroéconomique. Depuis 2002, l'économie de la RDC a connu sa plus longue expansion continue, après que le pays ait souffert de l'impact de deux grandes guerres dans les années 1990 et au début des années 2000. Les politiques non durables de nationalisation (appelée zaïrianisation) et de radicalisation, adoptées dans les années 1990, ont eu des effets désastreux sur l'économie en raison de la faible production agricole, de l'hyperinflation, du chômage et des pénuries de produits de base, entraînant une contraction de 5,3 % du PIB entre 1990 et 2001 et la perte de millions de vies humaines (Banque mondiale, 2023).

La fin de la guerre en 2002 a coïncidé avec le redressement des cours miniers sur les marchés internationaux, favorisant une augmentation de la croissance du PIB réel qui s'est accélérée à un taux annuel moyen de 5,6 % par an entre 2002 et 2021, offrant des opportunités pour l'augmentation des investissements publics et privés et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines. L'économie de la RDC a maintenu cette forte dynamique de croissance et a fait preuve d'une plus grande résistance aux chocs extérieurs, principalement grâce aux performances du secteur minier. En fait, après un ralentissement à 1,7 % en 2020 en

raison des effets néfastes de la COVID-19, la croissance s'est accélérée à 8,9 % en 2022 (après une reprise d'environ 6,2 % en 2021) grâce à la forte expansion de la production minière (Banque mondiale, *op cit.*).

Face au tableau sombre de l'économie et de la pauvreté, l'Etat congolais, au travers ses différents gouvernements successifs, tentent d'initier et d'encourager des projets d'investissement à impact économique positif pouvant booster la croissance économique et par ricochet le développement économique de la RDC.

Les recherches expérimentales menées sur la croissance et le développement économique ont montré de manière plus ou moins claire les facteurs qui expliquent la rapidité de la croissance que certaines économies. Il s'agit de cinq facteurs importants : (i) l'investissement dans l'éducation et la santé, (ii) la gouvernance et les institutions efficaces solides et efficaces, (iii) la stabilité macroéconomique, iv) l'environnement favorable aux investissements privés et (v) la répartition géographique des activités économiques (Perkins, Radelet, & Lindauer, 2008).

Mais, des débats publics dans des différents médias locaux et nationaux sur les questions économiques en RDC sont plus affectés par le fanatisme et la contradiction entre les membres des partis politiques ou pas. Certains critiquent durement ou nient complètement les réalisations et surtout le bilan économique du pouvoir en place et d'autres soutiennent bec et ongles, malgré les faiblesses observées sur l'économie. Et ces débats influencent significativement les comportements de citoyen lambda.

Kouamé Oi Kouamé Pacôme dans sa tribune sur le débat avait déploré le fanatisme des citoyens qui détruit les connaissances de fond. Et Louis Guay et Pierre Hamel avaient analysé les aléas du débat public en s'appuyant sur l'action collective, l'expertise et la démocratie dans le débat public (Guay & Hamel, 2018).

Face à cette situation de fanatisme, de contradiction et de rejet entre les citoyens congolais, les élites congolaises font-elles preuve de rationalité et d'objectivité ? Tel est le contexte auquel cette étude cherche à analyser. De ce fait, nous nous posons deux questions suivantes : (i) Que pensent les élites congolaises de l'applicabilité des facteurs qui incitent la rapidité de croissance économique en RDC ? (ii) Est-ce que le fait d'être membre d'un parti politique ou non peut influencer l'opinion des élites sur la croissance économique de RDC ?

Des questions soulevées ci-haut, nous retenons les hypothèses selon lesquelles : (i) l'opinion caractéristique des élites congolaises sur l'applicabilité du modèle de croissance économique rapide serait significativement négative et (ii) le fait d'être membre ou pas des partis politiques

n'influe pas sur la perception des élites congolaises sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique.

L'objectif de cette étude est double : d'une part, analyser la perception caractéristique des élites congolaises sur l'applicabilité de modèle économique à croissance rapide en RDC, identifier les contraintes majeures qui entravent l'applicabilité de ce modèle, évaluer son impact sur l'économie congolaise et les solutions proposées pour son amélioration, d'autre part, analyser l'influence d'être membre ou pas des partis politiques sur la perception des facteurs de croissance économique.

## I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

### 1.1 Produit intérieur brut et Croissance économique

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la production globale d'une économie, c'est-à-dire l'ensemble des richesses créées (Guillaumin, 2014). Il est donc la valeur de tous les biens et services finaux produits par une économie au cours d'une période (généralement l'année). Il mesure, en terme monétaire, le niveau de production réalisé dans un pays par toutes les unités résidentes quelle que soit leur nationalité. En termes plus concrets, le PIB est égal aux deux grandeurs suivantes : le revenu total de l'ensemble des agents de l'économie et la dépense totale consacrée à l'acquisition des biens et services produits par cette économie.

Le PIB est un agrégat qui tient compte du critère de territorialité. Il est donc calculé pour une zone géographique donnée (le plus souvent un pays, mais aussi une région, ou un groupe de pays). Le PIB par région géographique des activités permet de suivre l'évolution des déséquilibres régionaux car le taux de croissance élevé du PIB peut cacher la baisse de certaines productions et le déclin de certaines régions.

La croissance économique est l'augmentation du PIB d'une année sur l'autre, c'est-à-dire de la production économique d'un pays. La croissance économique se mesure le plus souvent par le taux de croissance du PIB. A la condition que la redistribution des richesses ne soit pas outrancièrement inégalitaire, la croissance économique est un moteur d'amélioration des conditions de vie de l'humanité (Baudin & De la Croix, 2015).

Selon Dwight Perkins et ses collaborateurs, la croissance économique est l'élévation du revenu par habitant, ainsi que de la production. Le pays qui augmente sa production de biens et de services, par quelque moyen que ce soit, en l'accompagnant d'une élévation du revenu moyen, a mis à son actif « une croissance économique » (Perkins et *al.*, 2008).

Pour rendre compte du changement de dimension d'une économie, on a très souvent recours à des agrégats permettant de mesurer l'évolution de l'ensemble des productions tels que le PIB

(Produit Intérieur Brut). Le PIB en valeur est le résultat d'un effet quantitatif (PIB en volume) et d'un effet prix (accroissement du niveau général des prix) pouvant aussi bien masquer une stagnation qu'un recul de la production en période d'inflation, les économistes préfèrent utiliser le terme de PIB en volume comme indicateur de la croissance.

### 1.2 Facteurs de croissance

Plusieurs facteurs entrent en jeu pour booster la croissance économique. Selon Perkins et ses collaborateurs, cinq facteurs contribuent efficacement à la rapidité de la croissance. Il s'agit de :

- **L'investissement dans l'éducation et la santé** car une population en bonne santé dotée d'une formation plus élevée contribue à attirer des investissements et favoriser l'accumulation du capital, et par ricochet contribue à la croissance économique.
- **La gouvernance et les institutions efficaces solides** du fait qu'un environnement politique stable et des institutions fiables favorisent la confiance des investisseurs et des entreprises, ce qui stimule l'activité économique, par conséquent la croissance.
- **La stabilité macroéconomique** permet de réduire le risque financier pour les investisseurs. Un taux d'inflation élevé diminue nettement la prévisibilité des prix et des profits, ce qui mine la croissance.
- **L'environnement favorable à l'entreprise privée.** La réforme de l'environnement des affaires est un élément clé des stratégies de croissance et de développement économique. L'amélioration de climat des affaires stimule l'investissement et la création des richesses qui contribue à la croissance économique.
- **La géographie favorable.** L'isolement ou l'enclavement de certains pays par rapport à des marchés importants font face à des coûts de transport très élevés et à des possibilités économiques plus réduites que les pays côtiers et ceux situés plus proches de marchés importants. Aussi, les pays africains dépourvus de côtes subissent des frais de transport terrestre qui peuvent dépasser de trois fois ceux de leurs voisins côtiers.

### 1.3 Développement économique

Le développement économique comporte davantage d'implication, et, en particulier, des améliorations de la santé, de l'éducation et d'autres aspects du bien être humain.

Les pays qui élèvent leur revenu, mais sans assurer aussi une augmentation de l'espérance de vie, une réduction de la mortalité infantile et un accroissement des taux d'alphabétisation échouent dans des aspects importants du développement.

## II. MATÉRIEL ET MÉTHODES

### 2.1 Brève présentation de milieu d'études

La République Démocratique du Congo est le deuxième pays d'Afrique avec 2 345 510 km<sup>2</sup> de superficie avec 96 219 948 habitants (Katz-Lavigne, Ndayiragije, Ramazani, & Chemouni, 2022). Elle a 26 provinces plus la ville de Kinshasa, qui a le statut d'une province.

Dans le cadre de cette étude, l'enquête a été réalisée dans deux provinces, à savoir la Province du Sud-Kivu et la Province de l'Ituri qui sont parmi les provinces riches en ressources minières stratégiques et naturelles à proie de l'insécurité, de conflits armés qui sévissent, pillent et tuent des populations innocentes.

La Province du Sud-Kivu a une superficie de 64 391 km<sup>2</sup> et compte environ 3 340 302 habitants. L'économie du Sud-Kivu est dominée par l'élevage, l'agriculture, le commerce et l'exploitation artisanale des minerais. La province de l'Ituri a une superficie de 65 658 km<sup>2</sup> et est située sur le versant occidental du lac Albert. La Densité est de 65 hab/km<sup>2</sup>. Sur le plan économique, la Province de l'Ituri est une des provinces de la RDC qui regorge de ressources, notamment l'or, le Coltan, la cassitérite, le diamant et le pétrole (Cellule d'Appui des Indicateurs du Développement, 2024).

### 2.2 Spécification des variables

Dans le cadre de cette étude, les variables ci-dessous ont été retenues pour nous permettre de vérifier nos hypothèses. Il s'agit de :

- **Variables qualitatives sociopolitiques** : Le sexe et l'appartenance à un parti politique de l'enquêter. Ces variables nous permettent de comparer les résultats obtenus aux facteurs explicatifs de croissance économique rapide d'un pays par catégorie sociopolitique.
- **Variables qualitatives de croissance économiques** : l'opinion des enquêtés sur la stabilité macroéconomique de la RDC, l'opinion des enquêtés sur l'investissement dans la santé et l'éducation en RDC, l'opinion des enquêtés sur la gouvernance et les institutions de la RDC, l'opinion des enquêtés sur les investissements privés en RDC et l'opinion des enquêtés sur la répartition géographique des activités économiques en RDC.
- **Variables quantitatives de perception ou d'opinion** : l'indice de perception de la croissance économique (Ipce), l'indice de perception de la stabilité macroéconomique (Ipsm), l'indice de perception de l'investissement dans la santé et l'éducation (Iprise), l'indice de perception de la gouvernance et les institutions (Ipgi), l'indice de perception des investissements privés (Ipip) et l'indice de perception de la répartition géographique des activités économiques (I<sub>pge</sub>).

**Tableau N°1 : Note d'appréciation, indice de perception**

Niveau de Satisfaction			Indice et prédiction	
	Note	Score	Indice	Prédiction
Perception négative	Très insatisfaisante	1	0,00 à 0,20	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est très faible. L'impact est catastrophique sur le développement économique.
	Insatisfaisante	2	0,21 à 0,40	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est faible. L'impact est négativement majeur sur le développement économique
	Plutôt insatisfaisante	3	0,41 à 0,60	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est plutôt faible. L'impact est négativement important sur le développement économique
Perception positive	Modérément satisfaisante	4	0,61 à 0,79	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est modérément forte. L'impact est assez positif sur le développement économique.
	Satisfaisante	5	0,80 à 0,90	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est forte. L'économie se comporte bien et L'impact est positif sur le développement économique.
	Très satisfaisante	6	0,91 à 1,00	Perception sur l'applicabilité des facteurs de croissance économique est très forte. L'économie se comporte très bien avec un impact positif sur le développement économique.

Source : Notre réflexion, 2024.

Pour calculer la valeur d'indice, on se réfère à la formule suivante :

$$\text{Indice (I)} = \frac{\sum \text{scores obtenus}}{\sum \text{scores maximum attendus}}$$

Nous référant aux cinq facteurs importants qui expliquent la rapidité de la croissance économique, l'indice de perception de la croissance économique ( $I_{pce}$ ) est fonction des indices de la stabilité macroéconomique ( $I_{psm}$ ), de l'investissement dans la santé et l'éducation ( $I_{pse}$ ), de la gouvernance et des institutions efficaces ( $I_{pgi}$ ), de l'environnement des investissements privés ( $I_{pip}$ ) et de la répartition géographique des activités économiques ( $I_{pge}$ ), mathématiquement présenté sous la forme :

$$I_{pce} = f(I_{psm}, I_{pse}, I_{pgi}, I_{pip}, I_{pge})$$

Pour dépouiller, traiter et analyser les données, nous avons utilisé le logiciel statistique « SPSS ».

### 2.3 Echantillonnage

Dans le cadre de cette étude, les enquêtés ont été sélectionnés sur base de la méthode par choix raisonné. Un effectif de 105 élites congolaises (les Universitaires, les Scientifiques, les Religieux, les Haut-Fonctionnaires de l'Etat, les Députés, les Avocats, les Juristes, les Ingénieurs, les Economistes et les Chefs d'entreprise) dont 55 au Sud-Kivu et 50 en Ituri suffisamment informés sur les réalités de la RDC et résidants dans la région Est de la RDC ont été consultés et triés pour constituer notre échantillon de l'enquête.

### 2.4 Méthodes d'enquête

Dans le cadre de cette étude, nous avons les techniques suivantes :

- La technique documentaire : elle nous a permis de consulter certaine documentation contenant des informations utiles relatives à notre étude ;
- Le sondage d'opinion par l'enquête au questionnaire : elle nous aidera à poser des questions à un certain nombre d'élites congolaises ciblées par notre étude à l'aide d'un guide d'entretien préconçu sur la plateforme Kobotoolbox ;
- Le Focus group : elle nous aidé à rassembler quelques élites congolaises en groupes de 5 à 8 personnes. Cette technique nous a aidé à analyser, de façon participative, la perception des élites sur l'économie congolaise.

Les réponses aux questions posées avaient tenu compte de la période allant de 2000 à 2022.

### 2.5 Modèles d'analyse des données

Dans le cadre de cette étude, deux méthodes d'analyse ont été retenues. Il s'agit de l'approche analytique et de l'approche statistique. L'approche analytique nous a permis de faire la perception des élites congolaises de l'applicabilité du modèle économique. Tandis que pour l'approche statistique, nous avons fait recours à :

- L'analyse univariée des variables qualitatives et quantitatives (distribution de fréquences, moyenne et écart-type) ;
- Analyse bivariée pour apprécier le niveau des relations qui s'établissent entre couples de variables quantitatives et qualitatives (Chi deux et test de student)
- La régression multiple.

Les analyses statistiques de nos données ont été faites au seuil de signification de 5%.

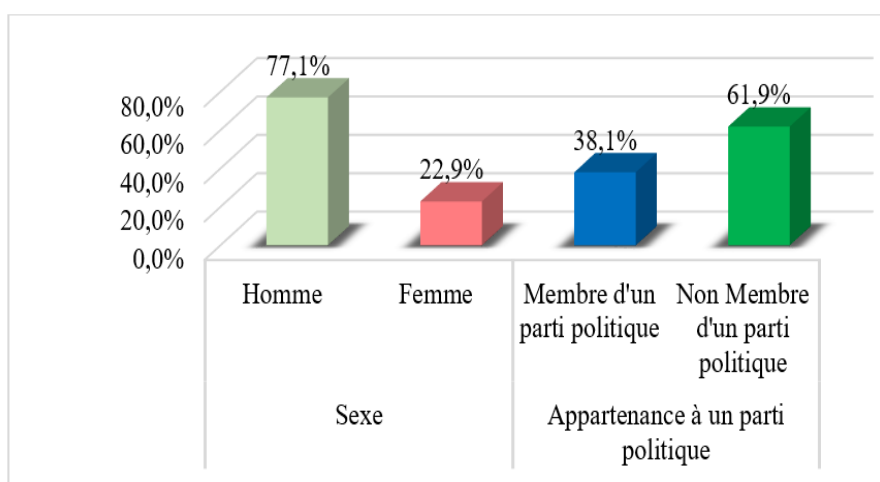
### III. RESULTATS ET DISCUSSION

#### 3.1 Présentation et analyse des résultats

##### 3.1.1 Sexe et membre d'un parti politique des enquêtés

Le sexe et l'appartenance à un parti politique sont des variables permettant d'apprécier la perception des enquêtés sur les facteurs de croissance économique. La figure N°1 présente les résultats de l'enquête en fonction de sexe et de parti politique.

Figure N°1 : Sexe et membre d'un parti politique des enquêtés



Source : Notre enquête, 2024.

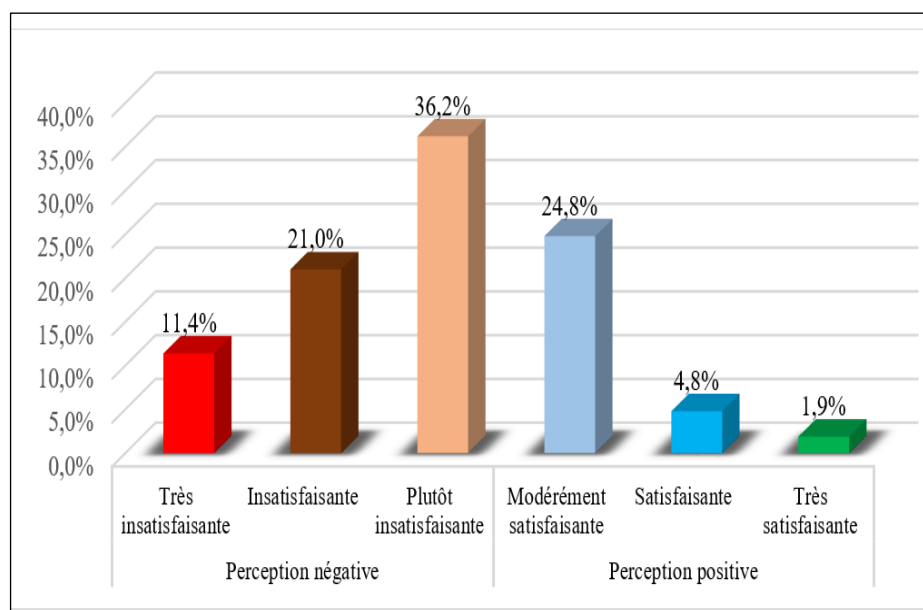
Sur base des données sociopolitiques collectées auprès de 105 élites enquêtées, les résultats montrent que 77,1% sont des hommes et 22,9% des femmes. S'agissant de l'appartenance à un parti politique, 38,1% sont membres de partis politiques et 61,9% ne les sont pas.

L'analyse de ces résultats montrent que 40,7% des élites hommes sont membres de partis politiques contre 59,3% ne les sont pas. Tandis que 29,2% des élites femmes sont membres contre 70,8% ne les sont pas. Dans l'ensemble, un bon nombre d'élites congolaises se donnent aux activités politiques en RDC.

##### 3.1.2 Résultats sur l'opinion des enquêtés sur la stabilité macroéconomique en RDC

La figure N°2 ci-dessous présente les résultats de l'enquête relatifs aux opinions des enquêtés sur la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le gouvernement de la RDC.

**Figure N°2 : Opinion des élites sur la maîtrise de stabilité macroéconomique par le gouvernement.**



Source : Notre enquête, 2024.

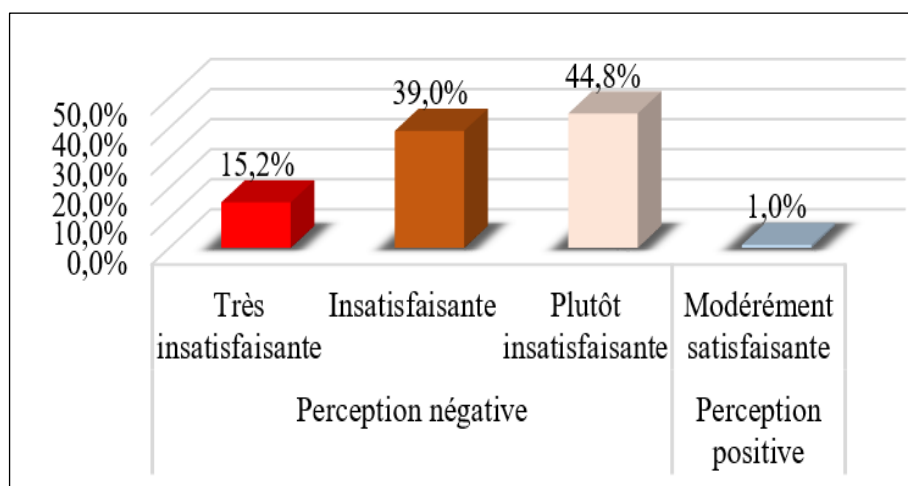
Les résultats de la figure N°2 en rapport avec les opinions des élites enquêtées sur la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le Gouvernement congolais montrent que 11,3% sont très insatisfaisantes, 21,0% insatisfaisantes, 36,2% sont plutôt insatisfaisantes. Mais, certaines élites apprécient la maîtrise de stabilité macroéconomique par le Gouvernement, soit 1,9% sont très satisfaisantes, 4,8% sont satisfaisantes et 24,8% modérément satisfaites.

En analysant ces résultats, nous constatons que 68,6% d'élites ont une perception négative contre 31,4% de perception positive face à la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le Gouvernement. Mais, en considérant ces résultats par rapport au sexe, 65,4% d'hommes contre 79,2% des femmes ont de perception négative. Le test de comparaison de proportions montre qu'il n'y a pas une différence significative entre la perception des hommes et celle des femmes ( $p\text{-value} = 0,2643 > 0,05$ ). S'agissant d'appartenance ou pas à un parti politique, 70,0% de membres ont une perception négative contre 68,8% de non membres. Le test montre aussi qu'il n'y a pas de différence significative entre la perception des élites membres des partis politiques et non membres ( $p\text{-value} = 0,9143 > 0,05$ ).

### 3.1.3 Investissements dans la santé et l'éducation en RDC

L'investissement dans la santé et l'éducation est l'un des facteurs clés de la croissance économique dans les pays en développement. La figure N°3 ci-dessous présente les opinions des élites congolaises sur l'investissement dans la santé et l'éducation en RDC.

**Figure N°3 : Opinions des élites sur l'investissement dans la santé et l'éducation en RDC.**



Source : Notre enquête, 2024.

Les résultats montrent que 15,2% d'élites congolaises sont très insatisfaites du niveau d'investissement alloué à la santé et à l'éducation en RDC, 39,0% sont insatisfaites, 44,8% plutôt insatisfaites. Mais, seulement 1,0% d'élites sont modérément satisfaites.

De ces résultats, on constate que le système éducatif et le système sanitaire en RDC ne sont pas à la hauteur des attentes de la population. Face à cette situation, 99,0% élites congolaises ont une perception négative du niveau des investissements alloués au capital humain, précisément dans l'éducation et la santé en RDC. Mais, pris séparément par rapport au sexe, 98,8% des hommes contre 100,0% des femmes ont perception négative sur ces investissements. Par rapport à l'appartenance à un parti politique ou non, 100,0% des membres contre 98,4% de non membres de partis politiques n'apprécient pas le niveau des investissements dans l'éducation et la santé.

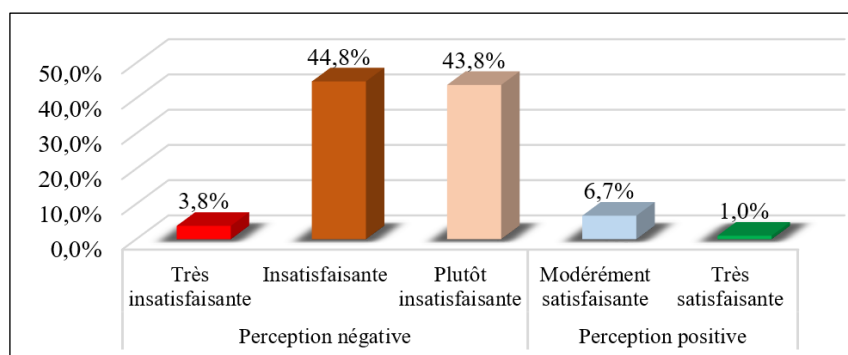
En comparant les proportions entre le sexe, on constate qu'il n'y pas de différence entre le sexe ( $p\text{-value} = 0,6551 > 0,05$ ). Même observation entre les membres et non membres de partis politiques ( $p\text{-value} = 0,4218 > 0,05$ ).

Ainsi, pour qu'il y ait amélioration des systèmes sanitaire et éducatif en RDC, les élites proposent qu'on alloue  $20,5 \pm 9,9$  % du budget national à la santé et à l'éducation.

### 3.1.4 Gouvernance et institutions efficaces en RDC

Dans ce point, nous présentons les résultats des opinions des élites congolaises sur la gouvernance et l'efficacité des institutions étatiques de la RDC.

**Figure N°4 : Opinions des élites sur la gouvernance et l'efficacité des institutions étatiques de la RDC**



Source : Notre enquête, 2024.

Il ressort des résultats de la figure N°4 montrent que 3,8% d'élites congolaises sont très insatisfaites de la gouvernance et l'efficacité des institutions étatiques de la RDC, 44,8% sont insatisfaites et 43,8% plutôt insatisfaites. Mais, 6,7% sont satisfaites et 1,0% sont très satisfaites.

En analysant ces résultats sur la base des facteurs de la gouvernance et de l'efficacité des institutions publiques, 92,4% des personnes enquêtées ont une perception négative du niveau de la gouvernance et des institutions de la RDC. Mais, pris séparément, 92,5% des hommes contre 87,5% des femmes n'apprécient pas la gouvernance et les institutions publiques de la RDC. Le test de comparaison de proportions montre qu'il n'y a pas une différence significative entre la perception des hommes et celle des femmes ( $p\text{-value} = 0,9572 > 0,05$ ). S'agissant d'appartenance ou pas à un parti politique, 92,5% de membres ont une perception négative contre 92,2% de non membres. En comparant ces deux proportions, on constate qu'il n'y a pas de différence significative entre la perception des élites membres des partis politiques et non membres ( $p\text{-value} = 0,3338 > 0,05$ ).

Selon les élites enquêtées, le niveau de dégâts causés par la mauvaise gouvernance et l'inefficacité des institutions étatiques sur le développement économique de la RDC est perceptible. Les résultats de l'enquête ont révélé que 40,0% d'élites pensent que ce dégât est très fort, 35,2% le dégât est fort, 10,5% le dégât est assez fort. Mais, un nombre non négligeable, soit 4,8% pensent que le dégât est faible et 6,7% pensent que le dégât est trop faible.

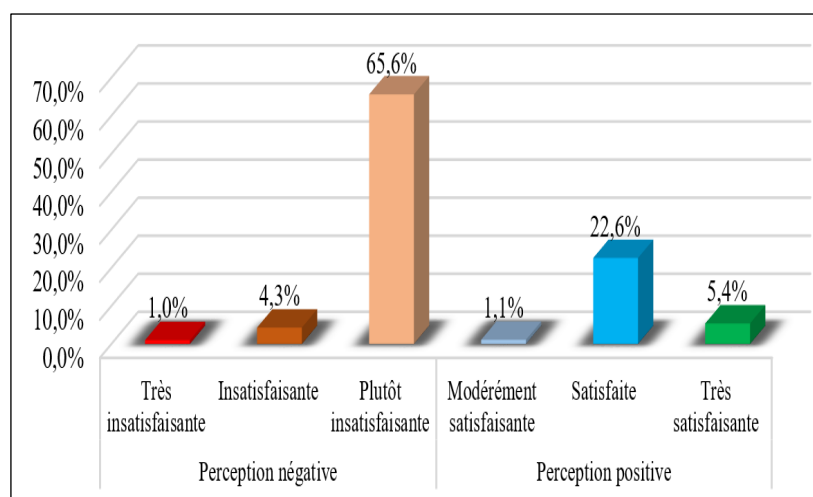
### 3.1.5 Environnement favorable aux investissements privés en RDC

L'investissement privé est l'une des conditions préalables indispensables à la croissance économique car, il est en effet le moteur qui entraîne les rouages de la machine économique en

permettant aux entrepreneurs de réunir les ressources nécessaires pour produire des biens et des services (Sidikou, 2016).

La figure N°5 ci-dessous présente les résultats de l'enquête sur l'opinion des élites enquêtées sur le climat des affaires en RDC.

**Figure N°5 : Opinion des élites congolaise sur l'environnement des investissements privés en RDC**



Source : Notre enquête, 2024.

Les résultats présentés à la figure 5 montrent que 1,0% d'élites sont très insatisfaites de l'environnement des investissements privés en RDC, 4,3% insatisfaites, 65,6% plutôt insatisfaites, 1,1% modérément satisfaites, 22,6% satisfaites et 5,4% sont très satisfaites.

L'analyse de ces résultats révèle que 71,0% d'élites ont une perception négative sur l'environnement des investissements privés en RDC, tandis que 29,0% apprécie l'environnement des affaires. Mais, par sexe, 69,9% des hommes contre 75,0% des femmes ont d'opinions négatives sur l'environnement des investissements privés. Par appartenance à un parti politique, 68,8% de membres contre 71,7% de non membres en ont aussi la perception négative. En comparant les proportions entre le sexe, on constate qu'il n'y a pas de différence entre le sexe ( $p\text{-value} = 0,6859 > 0,05$ ). Même observation entre les membres et non membres de partis politiques ( $p\text{-value} = 0,8079 > 0,05$ ).

Selon les élites enquêtées, 76,4% pensent que les investissements privés en RDC ont d'impact assez faible sur la croissance économique et le développement de RDC, 14,3% pensent que l'impact est fort, 2,3% disent que l'impact est très fort et 7,0% l'impact est faible.

S'agissant de contraintes majeures qui entravent les investissements privés en RDC, 53,3% des personnes enquêtées attribuent au mauvais climat des affaires, 30,5% à l'instabilité politique et Insécurité, 11,4% à la mauvaise gouvernance, surtout la corruption et le détournement des

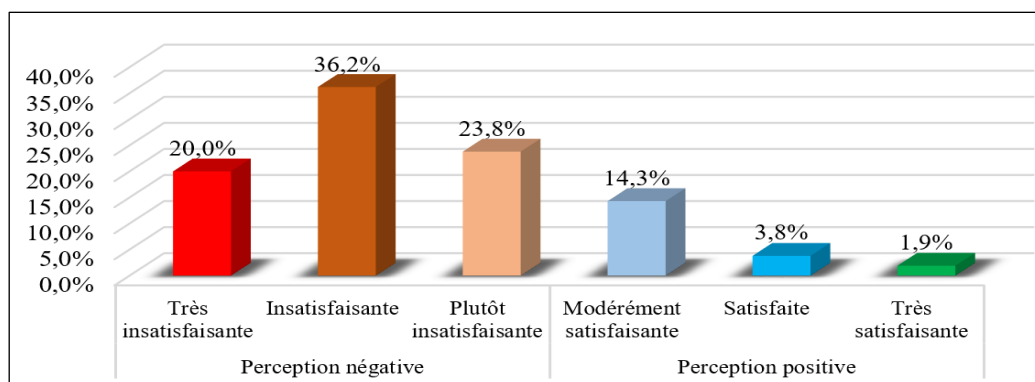
fonds, 2,9% au manque d'accompagnement et de protection de l'Etat aux entreprises nationales et 1,9% l'attribue au manque des moyens de communication (Routes).

### 3.1.6 Géographique des activités économiques

L'isolement ou l'enclavement de certaines provinces de la RDC par rapport à des marchés importants font face à des coûts de transport très élevé et à des possibilités économiques plus réduites que les provinces situées plus proches de marchés importants ont une accessibilité et facilité à développer leurs activités économiques.

Dans le cadre de cette enquête, il était question de voir si les activités économiques en RDC sont bien réparties géographiquement. La figure 6 ci-dessous présente les résultats des opinions des élites enquêtées sur la répartition géographique des activités économiques de la RDC.

**Figure N°6 : Opinion des élites sur la répartition géographique des activités économiques en RDC.**



Source : Notre enquête, 2024.

Les résultats de la figure 6 révèlent que 20,0% d'élites sont très insatisfaites de la répartition géographique des activités économiques en RDC, 36,2% insatisfaites, 23,8% plutôt insatisfaites, 14,3% modérément satisfaites, 3,8% satisfaites et 1,9% sont très satisfaites.

De ces résultats, 80,0% d'élites ont une appréciation négative de la répartition géographique des activités économiques tandis que 20,0% apprécient la répartition des activités. Mais, par sexe, 85,0% des hommes contre 62,5% des femmes ont d'opinions négatives sur l'environnement des investissements privés. Par rapport à l'appartenance à un parti politique, 90,0% de membres contre 73,4% de non membres ont la perception négative. La proportion élevée des membres de partis politiques est due au sentiment d'appartenance à une zone géographique donnée comme base électorale. En comparant les proportions entre le sexe, on constate qu'il y a une différence significative entre le sexe ( $p\text{-value} = 0,04163 < 0,05$ ). Mais, pour les membres et non membres de partis politiques, il y a une très légère différence ( $p\text{-value} = 0,05$ ).

Pour ce faire, les élites enquêtées proposent solutions les plus efficaces et durables pour améliorer la répartition géographique équitable des activités économiques de la RDC : 44,5% recommandent qu'on puisse assurer la bonne gouvernance, 35,0% proposent d'aménager ou construire des réseaux routiers, ferroviaires et aériens, 15,0% proposent d'avoir des institutions fortes et crédibles et 5,5% recommandent qu'on puisse bien revoir la politique du développement de la RDC.

### 3.1.7 Indice de perception

**Tableau N°2 : Indices de perception par rapport au sexe et par rapport à l'appartenance au parti politique.**

Indice de perception	Sexe	Moyenne /Sexe	Parti Politique	Moyenne / parti politique	Moyenne générale
Indice de perception de Stabilité Macroéconomie en RDC	Homme	0,50±0,20	Membre	0,45±0,19	0,49±0,19
	Femme	0,49±0,15	Non Membre	0,52±0,19	
Indice de perception de Santé – Education en RDC	Homme	0,37±0,11	Membre	0,39±0,11	0,39±0,11
	Femme	0,44±0,08	Non Membre	0,39±0,11	
Indice de perception de la Gouvernance et des Institutions solides de la RDC	Homme	0,41±0,12	Membre	0,43±0,11	0,42±0,12
	Femme	0,47±0,11	Non Membre	0,43±0,13	
Indice de perception des Investissements privés en RDC	Homme	0,66±0,17	Membre	0,65±0,14	0,42±0,20
	Femme	0,66±0,13	Non Membre	0,67±0,17	
Indice de perception de la répartition géographique des activités économiques en RDC	Homme	0,40±0,20	Membre	0,38±0,22	0,66±0,16
	Femme	0,49±0,18	Non Membre	0,45±0,18	
Indice de perception globale des facteurs de croissance économique de la RDC	Homme	0,46±0,10	Membre	0,44±0,10	0,47±0,09
	Femme	0,50±0,08	Non Membre	0,49±0,09	

Source : Notre analyse, 2024.

Les résultats de l'enquête montrent que l'indice de perception globale des facteurs de croissance économique est de plutôt faible, soit 0,47±0,09. Mais, pris séparément par sexe,

l'indice de perception est plutôt faible, soit respectivement de  $0,46 \pm 0,10$  pour les hommes et  $0,50 \pm 0,08$  pour les femmes. Mais, par rapport à l'appartenance à un parti politique, l'indice est aussi plutôt faible, respectivement de  $0,44 \pm 0,10$  pour les élites membres de partis politiques et de  $0,49 \pm 0,09$  pour les élites non membres.

### 3.2 Discussion des résultats

La discussion de nos résultats se focalise autour de nos deux hypothèses de base. S'agissant de première hypothèse qui stipulait que l'opinion caractéristique des élites congolaises sur l'applicabilité du modèle de croissance économique rapide serait significativement négative. En effet, nous référant aux cinq facteurs ou variables qui incitent la croissance économique rapide d'un pays, les résultats de l'enquête ont révélé ce qui suit :

- **Perception des élites sur l'investissement dans l'éducation et la santé en RDC**

Selon Mathilde Lemoine, les théories de la croissance montrent que la qualité de la main-d'œuvre est l'un des déterminants essentiels de la croissance (Châteauneuf-Malclès, 2016). Les investissements dans l'éducation (Yann & Ernoult, 2012) et dans la santé (Organisation Internationale du Travail, 2023) permettent à la population d'être en bonne santé et dotée d'une formation plus élevée contribue à attirer des investisseurs et favoriser l'accumulation du capital, stimuler l'emploi (Bougzime, Cherkaoui, & Ibourk, 2024), et par conséquent une amélioration de la croissance et le développement économique.

La RDC étant un pays pauvre, les investissements dans l'éducation et la santé des pauvres comportera des bénéfices économiques à la fois sur la productivité, sur le revenu et sur la croissance économique. C'est pourquoi dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, un accent particulier est toujours mis sur ces deux secteurs. Ils interagissent dans différentes sphères. Les travailleurs les plus éduqués sont en meilleure santé et ont des revenus plus élevés (Diagne, 2006).

Selon le ministère de la santé de la RDC, le secteur de la santé souffre de plusieurs maux : une faible allocation budgétaire, des dépenses des ménages trop élevées, la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs, les ressources disponibles sont mal dépensées, l'exécution du budget est faible, les problèmes de gouvernance et le processus de décentralisation est en partie théorique (Ministère de la Santé de la RDC, 2019).

Les résultats de l'enquête auprès des élites congolaises ont révélé que le système éducatif et le système sanitaire en RDC ne sont pas à la hauteur des attentes de la population. Face à cette situation, 99,0% élites congolaises ont une perception négative sur ces investissements en capital humain par le gouvernement de la RDC.

- **Perception des élites sur la gouvernance et les institutions de la RDC**

Le fait d'avoir un environnement politique stable et des institutions solides et fiables favorisent la confiance des investisseurs et des entreprises, ce qui stimule les activités économiques, par conséquent la croissance économiques. Les guerres, la corruption, le népotisme, le détournement de fonds publics... et d'autres manifestations d'instabilité politique nuisent à l'investissement et à la croissance économique. Des nombreuses autres études ont mis au jour l'existence de relation positive entre la croissance économique et la force de l'Etat de droit, le degré de corruption (Hodess, 2014), le droit de propriété, la qualité des administrations publiques et d'autres critères de la gouvernance et des institutions.

Les résultats ont révélé que 100,0% des élites enquêtées pensent que la mauvaise gouvernance est la cause première de la faiblesse de l'économie congolaise. Et ceci s'explique par six variables : à la corruption (45,1%), le détournement des fonds public (21,6%), la mégestion chronique de la chose publique (11,7%), l'insécurité et aux guerres à répétition (8,9%), l'injustice (7,7%) et le clientélisme et au népotisme (4,8%). Ces six facteurs combinés causent de dégâts à de degrés différents sur la croissance et le développement économique de la RDC : 40,0% d'élites pensent que ce dégât est très fort, 35,2% le dégât est fort, 10,5% le dégât est assez fort. Mais, un nombre non négligeable, soit 4,8% pensent que le dégât est faible et 6,7% pensent que le dégât est trop faible.

La Loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces (Journal Officiel de la RDC, 2008) et la Loi organique n° 10/011 du 18 mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces (Journal Officiel de la RDC, 2010) donnent aux provinces des prérogatives de administratives et financières sont des stratégies adoptées par l'Etat congolais pour rapprocher les gouvernants aux gouvernés dans le but de booster le développement économique ; mais, son impact est apprécié à de degrés différents : 2,6% impact très fort sur l'économie, 19,8% impact est fort, 48,6% assez faible, 19,8% faible et 9,3% très faible.

S'agissant de l'efficacité des activités réalisées par l'Assemblée Nationale et le Senat et son impact sur la croissance et le développement économique de la RDC, les résultats ont montré que 91,4% d'élites congolaise ont une appréciation négative sur l'Assemblée Nationale et 94,2% sur le Senat.

Par rapport à l'efficacité et l'effcience du Gouvernement national, 94,3% n'apprécient pas les actions menées contre 5,7% qui les apprécient. Même observation pour le Gouvernements

provinciaux. Concernant l'efficacité et l'efficience du pouvoir judiciaire en RDC, 93,3% désapprouvent la justice en RDC et 6,7% apprécient ce que le pouvoir judiciaire fait comme travail.

Tenant compte de l'ensemble des facteurs de gouvernance et de l'efficacité des institutions, 92,4% des personnes enquêtées ont une perception négative du niveau de la gouvernance et des institutions de la RDC.

- **Perception des élites sur la Stabilité macroéconomique en RDC**

L'inflation exerce une influence positive et significative sur la croissance économique à long terme. La stabilité macroéconomique suppose la réduction du niveau de l'inflation (autour de 5 % en rythme annuel) et l'élimination de sa volatilité (le différentiel entre les taux d'inflation de deux ou plusieurs périodes qui se succèdent doit avoisiner zéro) (Nyamugira & Kabuya, 2018). La stabilité macroéconomique réduit le risque pour les investisseurs. Un taux d'inflation élevé diminue nettement la prévisibilité des prix et des profits, ce qui mine la croissance (Perkins, Radelet, & Lindauer, 2008).

Pour rendre la monnaie congolaise forte, les opinions des élites étaient divergentes. Mais, la plus importante était celle de revoir la politique monétaire congolaise en valorisant la monnaie locale dans les transactions (52,4%) et appuyant l'agriculture pour accroître le PIB, étant donné que l'agriculture est l'un des principaux secteurs porteurs de croissance de la RDC et (25,7%) et enfin la bonne gouvernance (12,4%).

Le secteur agricole contribue à environ 40% du PIB (Département Régional de la BAD, 2017), or la RDC possède 80 millions ha des terres arables avec des conditions agroécologiques favorables au développement de l'agriculture, de l'élevage et des potentialités halieutiques considérables, susceptibles d'alimenter des unités agro-industrielles et servir de vecteur pour la diversification des sources de la croissance économique. En RDC, l'agriculture emploie plus de 70% de la population active et participe pour plus de 60% à la création d'emplois. La combinaison de tous ces facteurs peut améliorer significativement la croissance économique et par ricochet le développement (Ministère du Plan de la RDC, 2016). Les données statistiques montrent que les Gouvernements successifs de la RDC n'arrivent pas à stabiliser l'inflation (Statista, 2024).

Pour améliorer la stabilité macroéconomique, les Elites enquêtées ont proposé plusieurs solutions, mais les principales sont : la bonne gouvernance comme modèle de gestion de la chose publique (42,9%), la sécurité et mettre fin aux guerres à répétition pour restaurer la paix

et stimuler les investissements (18,1%) et appuyer l'agriculture et la création des entreprises nationales (16,2%) et l'amélioration de climat des affaires représente (6,7%).

Tenant compte des résultats ci-haut, 68,6% d'élites ont une perception négative face à la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le Gouvernement.

- **Perception des élites sur l'environnement des investissements privés en RDC**

L'investissement se révèle être le facteur par excellence de la croissance économique et du développement qui consiste dans l'augmentation des grandeurs économiques. La croissance économique suppose elle-même des changements majeurs de structure et d'importantes modifications correspondantes dans les conditions institutionnelles et sociales du pays.

La réforme de l'environnement des affaires est de plus en plus considérée dans beaucoup des pays comme un élément clé des stratégies de croissance et de développement économique car les entreprises jouent un rôle socio-économique important du fait elles offrent des emplois et des revenus aux populations ; elles fournissent des biens et des services ainsi que des recettes fiscales.

La République Démocratique du Congo avait opté pour une économie libérale tempérée du type « Économie Sociale du Marché », la croissance économique et le développement reposent sur le tripartite suivant : (i) l'Etat fournit le cadre et l'environnement incitatifs ; (ii) le secteur privé crée les richesses nationales et l'emploi et la société civile se charge de promouvoir l'homme dans toute sa dimension (Journal Officiel de la RDC, 2002).

L'ouverture aux échanges internationaux devrait permettre à la RDC de bénéficier des avantages comparatifs, d'accéder à de plus grands marchés, et d'attirer des investissements étrangers, mais il se fait malheureusement que la RDC étant classée pays à économie faible caractérisée par le mauvais climat des affaires (53,3%), l'instabilité politique (30,5%) et la mauvaise gouvernance (surtout la corruption et le détournement de fonds publics (11,4%) n'arrive pas à attirer les investisseurs. La combinaison de tous ces facteurs contraignants pousse les élites à avoir des opinions différentes sur l'impact des investissements privés sur la croissance économique et le développement de RDC. Pour 76,4% d'élites, les investissements privés ont d'impact assez faible sur la croissance économique et le développement de RDC, 14,3% pensent que l'impact est fort, 2,3% disent que l'impact est très fort et 7,0% l'impact est faible.

Quant à l'appréciation de l'environnement des investissements privés en RDC, les résultats ont montré que 71,0% d'élites ont une appréciation négative tandis que 29,0% apprécient l'environnement des affaires.

- **Perception des élites sur la répartition géographique des activités en RDC**

L'enclavement est un véritable obstacle pour le développement des zones rurales (Mbella & Mboungue, 2023). Les résultats ont montré qu'une proportion très importante des élites enquêtées, soit 82,9% pensent que les activités économiques en RDC sont géographiquement mal réparties tandis que 17,1% pensent le contraire. S'il faut améliorer cette situation, 44,5% recommandent qu'on puisse assurer la bonne gouvernance, 35,0% proposent d'aménager ou construire des réseaux routiers, ferroviaires et aériens, 15,0% proposent d'avoir des institutions fortes et crédibles et 5,5% pensent à la révision profonde de la politique du développement de la RDC.

Quant à l'appréciation de la répartition géographique des activités économiques en RDC, les résultats ont montré que 80,0% d'élites ont une perception négative tandis que 20,0% apprécient la répartition des activités économiques.

- **Les Indice de perception des élites sur les facteurs de croissance économique de la RDC**

Les résultats de l'enquête ont montré que la valeur moyenne d'indice de perception globale des élites sur les facteurs de croissance économique de la RDC est de  $0,47 \pm 0,09$ . Mais, de tous les facteurs de croissance, l'indice de perception des élites enquêtées est supérieur sur le facteur « la répartition géographique des activités économiques » avec un indice de  $0,66 \pm 0,16$  et inférieur sur l'investissement dans la santé et l'éducation a un indice inférieur, soit  $0,39 \pm 0,11$ . En analysant les résultats par le test statistique de chi carré de Pearson sur la relation entre la note de perception des élites sur les cinq facteurs de croissance économique, nous constatons que la perception des élites sur la croissance économique est influencée très significativement par l'environnement des investissements privés ( $p\text{-value} = 0,000 < 0,05$ ), la maîtrise de la stabilité Macroéconomie ( $p\text{-value} = 0,002 < 0,05$ ), l'investissement dans la Santé et l'Education en RDC ( $p\text{-value} = 0,0016 < 0,05$ ), la répartition géographique des activités économiques ( $p\text{-value} = 0,003 < 0,05$ ) et significativement par la Gouvernance et Institutions de la RDC ( $p\text{-value} = 0,038 < 0,05$ ).

Etant donné que la perception de la croissance économique des élites congolaises est fonction de la maîtrise de stabilité macroéconomique par le gouvernement, de l'investissement dans la santé et l'éducation, de la gouvernance et les institutions, des investissements privés et de la répartition des activités économiques.

L'équation trouvée est de :

$$I_{pce} = - 0,001 + 0,201 I_{psm} + 0,200 I_{pse} + 0,198 I_{pgi} + 0,204 I_{pip} + 0,199 I_{pge}$$

De ces résultats, nous constatons que la perception de l'économie par des élites congolaises rapproche plus celle de socio-démocrate comme mode de gouvernance (Bergounioux & Manin, 1988) qui prône l'intervention de l'Etat pour maintenir et améliorer de façon continue la réduction des inégalités, le maintien de services publics universellement accessibles tels que l'éducation, les soins de santé, l'éradication de la pauvreté...

Concernant notre deuxième hypothèse relative à la perception des élites sur la croissance économique serait significativement influencée par le fait d'être membre ou pas des partis politiques.

Bien que le fait d'appartenance à un parti politique ou non peut avoir des influences sur l'opinion de certaines personnes (Kouamé, 2024) , mais pour des raisons de survie de la nation et de dignité, l'appartenance à un parti politique ou pas n'a aucune influence sur les opinions des élites congolaises face à l'objectivité et la rationalité.

Les analyses statistiques de test de Chi carré de Pearson des résultats ont révélé que le fait que d'être membre ou pas d'un parti politique au pouvoir ou de l'opposition n'influence pas significativement les élites sur la stabilité macroéconomique de la RDC ( $p\text{-value} = 0,207 > 0,05$ ) ; les investissements du gouvernement dans l'éducation et la santé ( $p\text{-value} = 0,864 > 0,05$ ) ; la gouvernance et les institutions de la RDC ( $p\text{-value} = 0,935 > 0,05$ ) ; l'environnement des investissements privés en RDC ( $p\text{-value} = 0,777 > 0,05$ ) et sur la répartition géographique des activités économiques en RDC ( $p\text{-value} = 0,056 > 0,05$ ). Ceci confirme notre deuxième hypothèse.

### **Conclusion**

L'objectif de notre étude était d'analyser la perception caractéristique des élites congolaises sur l'applicabilité de modèle croissance économique rapide en RDC, d'identifier les contraintes majeures qui entravent l'applicabilité de ce modèle, évaluer son impact sur l'économie congolaise, d'une part, et d'analyser l'influence d'être membre ou pas des partis politiques sur la perception des facteurs de croissance économique, d'autre part.

A l'issue de l'enquête sur terrain et de l'analyse des données obtenus, nous sommes arrivés aux résultats selon lesquels :

- 99,0% élites congolaises n'apprécient pas le niveau des investissements alloués au développement du capital humain, précisément l'éducation et la santé. Ainsi, pour qu'il y ait amélioration des systèmes sanitaire et éducatif en RDC, les élites proposent qu'on alloue au moins 20,5% du budget national à la santé et à l'éducation.

- Les élites congolaises ont des appréciations négatives face aux facteurs de croissance économique : 92,4% pour la gouvernance et des institutions, 68,6% pour la maîtrise de la stabilité macroéconomique par le Gouvernement, 71,0% pour l'environnement des investissements privés et 80,0% pour la répartition géographique des activités économiques.

- la perception des élites sur la croissance économique est influencée très significativement par l'environnement des investissements privés, la stabilité Macroéconomie, l'investissement dans la Santé et l'Education en RDC, la répartition géographique des activités économiques et significativement par la Gouvernance et Institutions de la RDC.

- L'indice de perception globale des élites sur les facteurs de croissance économique de la RDC est plutôt faible, soit de  $0,47 \pm 0,09$ . Pour les élites, l'impact de non applicabilité des facteurs de croissance est négativement important sur le développement économique.

De ces résultats, on constate que la perception de la croissance économique par des élites congolaises rapproche plus celle de socio-démocrates comme mode de gouvernance du fait ce mode prône plus l'intervention de l'Etat pour maintenir et améliorer de façon continue la réduction des inégalités, le maintien de services publics universellement accessibles tels que l'éducation, les soins de santé, l'éradication de la pauvreté.

Bien que le fait d'appartenance à un parti politique ou non peut avoir des influences sur l'opinion de certaines personnes, l'analyse des résultats ont révélé que le fait que d'être membre ou pas d'un parti politique au pouvoir ou de l'opposition n'influence pas significativement sur la perception des élites sur les facteurs de croissance et le développement économique.

Etant donné que la démarche entreprise dans cette étude était plus qualitative que quantitative, il serait souhaitable que d'autres études soient réalisées dans d'autres pays et d'autres régions de l'Afrique pour permettre d'avoir une conclusion acceptée et applicable dans l'ensemble des pays africains.

## Références bibliographies

### 1. Articles de revues

- Bergounioux , A., & Manin, B. (1988). La social-démocratie n'est pas une politique mais une forme de gouvernement. Presses Universitaires de France, 183 à 189.
- Bougzime, M.-A., Cherkaoui, R., & Ibourk, A. (2024). L'investissement en éducation et santé permet-il une efficacité régionale d'emploi au Maroc ? International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 633 - 647.
- Châteauneuf-Malclès, A. (2016). Le capital humain, une source de compétitivité délaissée ? Idées économiques et sociales 2016/2 N° 184, 25 à 34 .

- Nyamugira , B. A., & Kabuya, K. S. (2018). Stabilité macroéconomique en RDC: Mise en évidence du rôle du taux de change et de croissance économique. *Revue des études multidisciplinaires en Sciences économiques et Sociales*, 199 - 221.
- Organisation Internationale du Travail. (2023). Impacts des investissements réalisés dans le secteur de la santé sur l'emploi et la croissance économique : Une analyse basée sur le modèle autorégressif à retards échelonnés en panel (ARDL) appliquée à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEM. Genève: OIT.
- Yann, A., & Ernoult, T. (2012). L'importance de l'investissement dans l'éducation pour la croissance. *Regards croisés sur l'économie* 2012/2 n° 12, 25 à 36.
- Mbella, M. R., & Mboungue, E. R. (2023). Enclavement et développement des zones rurales de l'Arrondissement de MELONG (Région du Littoral-Cameroun). *Revue espace géographique et Société marocaine*, 273 - 294.

## 2. Journaux

- Journal Officiel de la RDC. (2002). Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant code des investissements en RDC. Kinshasa: Journal Officiel.
- Journal Officiel de la RDC. (2008, octobre 10). Loi organique n°08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces. p. 15.
- Journal Officiel de la RDC. (2010, Mai 18). Loi organique n°10/011 du 18mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces. Journal Officiel, p. 5.
- Kouamé, O. K. (2024, octobre 24). Afrique : quand le fanatisme des citoyens au détriment des connaissances de fond est un véritable problème ! Récupéré sur Fratmat.info: <https://www.fratmat.info/article/91709/Focus/afrique-quand-le-fanatisme-des-citoyens-au-detriment-des-connaissances-de-fond-est-un-veritable-probleme->

## 3. Ouvrages

- Baudin, T., & De la Croix, D. (2015). *La croissance économique*. Bruxelles: Université Catholique de Louvain.
- Diagne, A. (2006). *Investir sur les gens : Education et Santé*. Dakar: BAD.
- Guay , L., & Hamel, P. (2018). *Les aléas du débat public. Action collective, expertise et démocratie*. Laval: presses de l'Université Laval.
- Guillaumin, C. (2014). *Aide-mémoire/ Macroéconomie*. Paris: Dunod.
- Hodess, R. (2014). *L'impact de la corruption sur la croissance et les inégalités*. Berlin: Transparency International.

- Katz-Lavigne, S., Ndayiragije, R., Ramazani, K., & Chemouni, B. (2022). Conjonctures de l'Afrique Centrale. Paris: Musée royal de l'Afrique centrale et L'Harmattan.
- Perkins, D., Radelet, S., & Lindauer, D. (2008). Economie du développement, 3ème édition. Paris: De Boeck Supérieur s.a.
- Sidikou, H. (2016). Pourquoi le secteur privé est important pour l'efficacité au plan du développement. Ibadja: Banque Africaine du Développement.

#### 4. Rapports

- Banque Centrale du Congo. (2022). Rapport annuel. Kinshasa: BCC.
- Banque mondiale. (2023). *Voies d'accès à la diversification économique et l'intégration commerciale régionale. Favoriser la diversification économique et l'intégration régionale pour accélérer la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté*. Washington: Banque mondiale.
- Cellule d'Appui des Indicateurs du Développement. (2024, Octobre 26). Province de l'Ituri. Récupéré sur CAID: [https://caid.cd/?page\\_id=12028](https://caid.cd/?page_id=12028)
- Cellule d'Appui des Indicateurs du Développement. (2024, Octobre 26). Province du Sud Kivu. Récupéré sur CAID: [https://caid.cd/?page\\_id=12057](https://caid.cd/?page_id=12057)
- Comité d'Aide au Développement/CE. (2006). Base méthodologique de l'évaluation, volume 1. Paris: CAD-CE.
- Ministère de la Santé de la RDC. (2019). Financement de la santé en RDC. Étude sur l'espace budgétaire du secteur de la santé en RDC. Kinshasa: Ministère de la Santé RDC.
- Ministère du Plan de la RDC. (2016). Plan Stratégique National du Développement. Kinshasa: Ministère du Plan.
- Département Régional de la BAD. (2017). Environnement de l'Investissement Privé en République Démocratique du Congo. Tunis: Banque Africaine du Développement.
- PNUD. (2020). Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière. *Le développement humain et l'Anthropocène*. New York: PNUD

#### 5. Internet

- Statista. (2024, Octobre 7). Récupéré sur Statista : <https://fr.statista.com/statistiques/1037657/taux-d-inflation-la-republique-democratique-du-congo/>